

Ce droit de réponse que l'union refuse de publier

Dans ses parutions des 25 et 26 juillet 2016, le journal l'union fait état d'un communiqué dont les signataires se définissent comme collectif des ressortissants de la communauté mpongwè.

Nous, membres de la même communauté, qui avons organisé la réception traditionnelle du président Jean Ping dans la cour de la chefferie traditionnelle « Eka », relevons avec stupéfaction la violence des propos et les menaces portées à l'encontre du chef traditionnel R'Okalimanbo.

Usant de notre droit de réponse, nous soutenons qu'il est incongru, voire inadmissible de projeter dans un journal des problèmes internes, tant, dit-on, le linge sale se lave en famille.

Pour la gouverne de l'opinion, nous tenons à affirmer :

d'abord, que le chef traditionnel n'a été en rien concerné dans l'organisation de la réception du président Jean Ping qui est, en outre, habileté à être reçu dans la cour d'Eka du fait de sa filiation mpongwè par sa mère ; ensuite, que cette cour d'Eka, qui est à distinguer d'avec le sanctuaire, a été sollicitée pour pallier à la difficulté, d'un espace à Libreville offrant la possibilité au président Jean

Ping de s'adresser à la communauté mpongwè ; enfin, que nous sommes libres de soutenir le candidat que nous voulons à la faveur de l'élection présidentielle d'août 2016 et qu'en toute objectivité notre choix s'est porté sur le président Jean Ping.

Nous relevons les faits suivants dans leur chronologie

Le 24 juin 2016, nous nous sommes retrouvés avec ledit collectif chez le chef traditionnel R'Okalimanbo. Avec le ton arrogant qui les caractérise, ils exigeaient des explications et manifestaient leur volonté de s'opposer à l'organisation de cette réception comme si la chefferie était leur chasse gardée.

Le jeudi 21 juillet 2016, une somme de 10 000 000 de francs cfa avait remise au chef traditionnel par Monsieur Révignat Iguenza Jean Pierre Martin, mandaté par Monsieur Massard Kabinda Makaga Etienne, pour le soudoyer afin de compromettre la réception.

Le samedi 23 juillet 2016, Monsieur Massard Kabinda Etienne, par l'intermédiaire de Madame Thomas Mebila Cathérine, avait exigé du chef traditionnel le remboursement

des 10 000 000 de francs cfa au motif qu'il n'aurait pas accédé à leur requête.

Serait-ce là une attitude raisonnable de la part des membres de la communauté qui ont signé en leurs titres et qualités et qui clament haut et fort qu'ils ne doivent pas leur poste aux Mpongwè ?

A titre de rappel, en 2005 et 2009, la chefferie traditionnelle avait été érigée en plate-forme politique pour leur candidat. Nous rappelons aussi que les mânes de nos ancêtres (Agobénéro) ont été très récemment invoqués au bénéfice de leur candidat.

Les Mpongwè, dans leur immense majorité, n'entendent plus servir de fonds de commerce à une minorité de leurs membres.

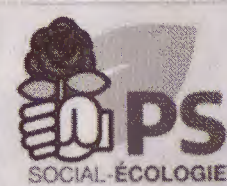
D'autre part, le pays traverse une crise profonde multiformes dont les tenants sont identifiés sans équivoque. Nous ne pouvons pas indéfiniment nous accommoder de la précarité volontairement organisée qui accable nos compatriotes. C'est une question de bon sens, la chose pourtant que nous avons la mieux partagée. Pour être complet et sans citer de noms, nous ajoutons que bien d'autres enfants de la communauté avaient été reçus auparavant.

La présente communication est

la première et la dernière de notre part sur cette question, car nous refusons de nous éterniser dans une polémique publique qui concerne la communauté mpongwè, communauté qui a

l'avantage de disposer d'un lieu, où tous les problèmes peuvent et doivent se régler : Eka.

Fait à Libreville, le 29 juillet 2016



Vendredi 29 juillet 2016
Communiqué de presse

Maurice Braud, Secrétaire national chargé du pôle Mondialisation, Régulation, Coopération

Le Parti socialiste reçoit le CRAN et appelle à la libération des démocrates et militants politiques gabonais emprisonnés

Le Parti socialiste a reçu hier des représentants du CRAN (Conseil représentatif des associations noires) et d'ONGs venus présenter le dispositif mis en place avec des organisations des sociétés civiles africaines pour dénoncer la répression exercée par les régimes autoritaires et dictatoriaux d'Afrique : Alerte Arrestation Arbitraire.

Le Parti socialiste soutient cette initiative qui contribue concrètement à défendre et à promouvoir les valeurs universelles que sont les droits de l'homme et la démocratie. Ce dispositif d'alerte rappelle à chacun ses obligations et devoirs, y compris pour les Chefs d'État concernés, en matière de respect de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance adoptée par l'Union africaine.

Le Parti socialiste saisit cette occasion pour appeler les autorités gabonaises à libérer immédiatement les dizaines de militants politiques arrêtés ces dernières semaines. Il exprime sa vive préoccupation pour le climat social et politique délétère au Gabon, à moins d'un mois du scrutin présidentiel.

Service de presse
Parti socialiste
presse@parti-socialiste.fr
01 45 56 77 23 / 78 78 / 79 96 / 77 73